

RÉVOLUTIONNAIRES



POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Interurbain Isère 28/10/2024

Contre l'escalade guerrière israélienne soutenue par les grandes puissances

Israël étend sa guerre au Moyen-Orient : après la destruction de Gaza, le bombardement et l'invasion du Liban, des dizaines de milliers de morts, de blessés et des centaines de milliers de déplacés, il a attaqué des bases militaires en Iran, sous prétexte de riposter après les tirs de missiles iraniens. La politique belliqueuse de Netanyahou menace d'embraser toute la région.

Les guerres de Netanyahou et leurs cibles

L'État d'Israël prétend se défendre contre ce qu'il considère comme une menace : le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais ou la dictature des mollahs en Iran. Pourtant, il s'est bien souvent accommodé de ceux qu'il désigne aujourd'hui comme des ennemis. Les gouvernements israéliens successifs ont au départ soutenu le Hamas pour diviser les Palestiniens et l'ont ensuite laissé régner sur les Gazaouis enfermés. Ils se sont satisfaits que le Hezbollah réprime la contestation populaire au Liban en 2019, et n'ont pas bougé quand le régime iranien écrasait le peuple qui se révoltait en 2022 contre l'oppression des femmes et la misère.

La coalition d'extrême droite de Netanyahou entretient l'état de guerre pour ses propres intérêts et pousse son projet colonialiste de Grand Israël, c'est-à-dire l'annexion de nouveaux territoires en expulsant les populations arabes qui y vivent. Les victimes des guerres de l'État d'Israël sont d'abord les populations pauvres de Gaza ravagée, de la Cisjordanie occupée et du Liban.

Ce terrorisme d'État israélien est une vaste opération de « nettoyage ethnique », avec la technologie militaire moderne : les bombardements massifs, l'occupation militaire, l'exil forcé et interminable de près de deux millions de Gazaouis qui n'ont pas la possibilité de sortir de leur territoire exigu, le ciblage des hôpitaux et des écoles transformées en abris, la famine provoquée par le blocage israélien de l'aide humanitaire et du ravitaillement. Les quelque 45 000 morts et 100 000 blessés de Gaza ne sont pas des cibles militaires. Et que dire des Libanais qui voient leur immeuble ou leur quartier réduit en cendres par l'aviation israélienne ?

L'hypocrisie des grandes puissances

Les guerres de Netanyahou ne sont possibles que par le soutien des grandes puissances, États-Unis en tête. Ils ne l'ont sans doute pas décidée, mais laissent faire, car l'administration américaine a besoin d'Israël comme d'un allié solide dans cette région stratégique. Et aujourd'hui Biden comme Trump espèrent peut-être tirer profit de l'affaiblissement de l'Iran pour renforcer leur domination sur le Moyen-Orient.

Le président américain et les dirigeants européens critiquent à demi-mot Netanyahou pour les massacres à Gaza et le risque de déstabilisation de la région – et de leurs intérêts. Pourtant ils ne font rien pour stopper Netanyahou, à commencer par cesser de fournir des équipements militaires à l'État d'Israël.

Macron joue au petit parrain colonial du Liban et parle de reconstruire ce que l'armée israélienne aura détruit, pour défendre l'influence française. Les grandes puissances impérialistes ne défendent que leurs positions économiques et stratégiques. Tout comme les pays arabes, qui se disent du côté des Palestiniens mais se moquent du sort des pauvres – à l'image du maréchal al-Sissi qui empêche les centaines de milliers de Gazaouis entassés à Rafah de pénétrer en Égypte.

Les Palestiniens et les Libanais écrasés sous les bombes ne peuvent compter que sur la solidarité des peuples révoltés par ces massacres et par leur propre condition sociale. Et sur celle que nous pouvons manifester ici, contre nos gouvernements complices. En refusant que ces guerres soient menées en notre nom, nous pouvons encourager tous ceux qui protestent au Moyen-Orient.

Monologue social

Une frénésie de négociation semble s'emparer de la direction. En plus de l'intégration à KPA des accords Grindler, il faudra aussi pour les syndicats s'occuper d'un accord sur le temps de travail des agents de maitrise et d'un autre sur les frais de santé! Le risque est grand quand on court autant de lièvres de se prendre les pieds dans le tapis... sauf quand on confond boussole et stylo bien sûr!

Socialisation des pertes, privatisation des profits

Des rumeurs circulent sur une éventuelle privatisation de Transdev. Pour la petite histoire, il y a une dizaine d'années, l'État venait à la rescousse de Veolia, actionnaire de Transdev alors en difficulté, et rachetait ses parts. C'est le rôle de l'État dans cette société capitaliste : quand les entreprises perdent de l'argent, il apporte le sien, et quand elles redeviennent rentables, il les revend à des patrons pour qu'ils puissent en profiter.

La SNCF et la RATP « embarrassés » par le livre de Bardella

À travers sa maison d'édition Fayard, Vincent Bolloré déploie de grands moyens pour la promotion du premier bouquin de son pantin du Rassemblement National, Jordan Bardella. La campagne de pub' devait passer par des affichages dans les gares et sur les quais. Mais devant le tollé et la mobilisation des syndicats de la SNCF, la régie publicitaire Médiatransports a finalement renoncé.

C'est la moindre des choses quand on sait que la « neutralité » avait été invoquée il y a quelques mois pour censurer les affiches du spectacle de Waly Dia dans les couloirs du métro parisien. Et à ce moment-là, on n'avait pas entendu Bardella exprimer sa « profonde indignation » et demander à la société « de revenir sur cet acte de censure inadmissible ». Il menace même de faire un recours par voie légale. Pourtant sa publicité il l'a tous les jours par la politique du gouvernement et des diverses chaines télé...

Cancel culture

Sa soutane étant quelque peu tâchée par les dernières révélations le concernant, l'abbé Pierre a été effacé de la fresque des Lyonnais par des militants contre les violences sexistes et sexuelles. À sa place, ils ont fait figurer Lucie Aubrac, une femme résistante, communiste de surcroît. Ouf!

Algorithme douteux

Plusieurs associations attaquent la CAF devant le Conseil d'État. La caisse de Sécu a mis en place un algorithme qui attribue à chacun de ses bénéficiaires un « score de suspicion » en fonction duquel elle oriente ses contrôles contre la fraude sociale. Les critères qui permettent de calculer le score en question en disent long sur le mépris de classe des cadres de la CAF. Si vous êtes bénéficiaires du RSA, travailleur handicapé ou bien simplement si vos revenus sont faibles, vous avez plus de chances d'être catalogués parmi les « assistés » qui escroquent la solidarité nationale. Classes laborieuses, classes fraudeuses...

Et nous, quel score de suspicion on met aux vrais assistés, ces grandes fortunes qui profitent du travail des autres et qu'on ne pointe jamais du doigt ?

Trace de pneu carbone



Flashe ce QR code pour rejoindre la liste mail du NPA-R Grenoble

